

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Lisez chaque jour notre série

en page 3 intitulée:

- CONTRE LE GOUVERNEMENT GISCARD-BARRE !
- POUR SORTIR DE L'IMPASSE DES PARTIS DE GAUCHE !
- QUELLE VOIE PRENDRE POUR NOS LUTTES, VERS LE SOCIALISME ?

Aujourd'hui : Battre la droite ou abattre ce système ?

● Tahiti 4 indépendantistes risquent la peine de mort

Le mercredi 10 mai s'est ouvert, devant la cour d'assises de Papeete (Polynésie dite « française », bien que ce territoire soit situé à 18.000 km de Paris), le procès de sept militants indépendantistes polynésiens. Quatre d'entre eux risquent la peine de mort. Pour quels crimes ?

Les faits, les voici : du 12 au 13 août 1977, le secrétaire d'Etat aux « DOM-TOM », Olivier Stirn, est de passage à Papeete : l'hôtel des Postes de la ville est dynamité dans la nuit en signe de protestation contre les essais nucléaires et la présence de forces françaises d'occupation dans le Pacifique. Dans la nuit du 26 au 27 août suivant, Pierre Charrillon d'Anglejean, PDG d'une filiale de la société « Air liquide » internationale, est abattu. Une pan-

carte « *Nous ne voulons plus de Français chez nous* » et signée « *Te Toto Tupuna* » (le sang de nos ancêtres), est retrouvée sur les lieux.

A quelques jours d'intervalle, une quinzaine de personnes, militants indépendantistes polynésiens connus pour leurs luttes et leurs convictions, sont arrêtées et inculpées à des degrés divers. En janvier et février 1978, plusieurs d'entre elles sont condamnées pour vol ou recel d'explosifs à des peines très lourdes (de deux à trois ans et demi de prison).

Aujourd'hui, sept autres comparaissent, risquant la peine de mort, la prison à temps ou à perpétuité. Ils sont d'emblée traités en criminels de droit commun et le tribunal prétend leur interdire l'expression de leurs convictions politiques. (Suite page 8)

Après le discours de Barre...

PLUS AUCUNE PLACE POUR LES ILLUSIONS !

Le gouvernement ne cédera pas devant les « surenchères revendicatives », il est décidé à appliquer les « mesures douloureuses » qu'il a prises : la liquidation des canards boiteux doit être poursuivie. Quant aux Français, ils doivent adopter une attitude « responsable » et accepter tout cela sans sourciller. Voilà en substance, la déclaration de politique générale que Barre a faite, jeudi, devant

le Sénat. Il semble que Monsieur le Premier ministre ne prend plus de gants pour annoncer la couleur de sa politique.

C'est au même moment que 825 travailleurs de chez Terrin à Marseille devaient recevoir leur lettre de licenciement. On apprend également que le plan de licenciements de Boussac qui prévoyait déjà 1365 licenciements dans les Vosges

était rejeté par le gouvernement. Le motif ? 1365 licenciements, ce n'est encore pas assez pour Barre.

Dans le même temps, les hausses du tabac et des carburants vont s'appliquer. Pour le professeur Barre, la thèse est toujours la même : les Français vivent au-dessus de leurs moyens.

Vendredi, c'est la gré-

ve totale amorcée sur le port de Marseille en soutien aux Terrin. Quant aux travailleurs de chez Boussac, ils montent à Paris manifester leur colère. En effet, face à cette attaque en règle des monopoles, servis avec cynisme par Barre, s'il y a bien une responsabilité qui incombe à tous les travailleurs, c'est bien celle d'organiser la lutte unie et résolue contre ce gouvernement.

Une grave provocation soviétique à la frontière chinoise

La République populaire de Chine a protesté, jeudi, contre un grave incident militaire provoqué par l'URSS à la frontière sino-soviétique. Cette incursion armée des Soviétiques est la plus importante des provocations qu'ils ont effectuées depuis les combats armés de 1969. Elle s'est produite dans la matinée de mardi dernier dans l'arrondissement de Huling (un peu au sud de l'île Chenpao), sur la rivière Oussouri (au nord-est de la Chine), là où avaient eu lieu les événements de 1969.

Une trentaine de soldats soviétiques ont pénétré sur une profondeur de 4 km sur la rive chinoise de la rivière avec l'appui d'hélicoptères violant l'espace aérien chinois et de 18 bateaux militaires. Les soldats soviétiques s'en-

sont pris à des civils chinois habitant ce secteur et ont tiré sur eux, en blessant plusieurs.

La note de protestation chinoise précise que c'est « la retenue de la partie chinoise qui a empêché cette provocation de tourner au conflit armé ». Moscou observe, pour l'instant, un silence complet sur cette affaire.

On se souvient pourtant, il y a peu, que Brejnev se pavanait à la frontière soviéto-chinoise pour passer ses troupes d'agression en revue et tenait des propos menaçants à l'égard de la Chine. De tels actes montrent bien le crédit que l'on peut faire aux meilleures protestations de paix et de coopération que l'URSS ne cesse de déverser à propos des problèmes frontaliers sino-soviétiques.



Le président Kim Il Sung :

Le mouvement des non-alignés, grande puissance révolutionnaire anti-impérialiste de notre époque

La visite que le président Houa Kouo-feng vient d'effectuer en République démocratique populaire de Corée a été placée, de bout en bout, sous le signe de l'amitié exceptionnelle qui unit les deux peuples, les deux pays, les deux partis. Une amitié qui a été scellée dans le sang versé en commun au service d'une même cause : celle de la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme.

Nous publions ci-dessous le texte prononcé à cette occasion par le président Kim Il Sung et nous remercions les responsables de la Mission de la République démocratique populaire de Corée qui nous l'ont aimablement fait parvenir.

(Les intertitres sont de la rédaction de l'« Humanité rouge »)

... La visite dans notre pays du camarade Houa Kouo-feng, leader éclairé du peuple chinois et notre ami intime, revêt une très grande importance dans le renforcement ultérieur de l'amitié et de la solidarité militantes des peuples de Corée et de Chine.

Votre visite dans notre pays et l'accueil solennel que notre peuple vous a réservé représentent un beau tableau vivant de la grande amitié coréo-chinoise et témoignent de la grande et ferme détermination de nos peuples d'aller encore plus fermement contre vents et marées, la main dans la main, dans la lutte contre l'impérialisme et pour la victoire de la cause du socialisme...

... Aujourd'hui, la situation internationale générale évolue toujours à l'avantage de la révolution. Les forces socialistes grandissent et la lutte des peuples pour la souveraineté, l'indépendance et l'édification d'une société nouvelle se renforce avec les jours.

UNE LUTTE ACHARNÉE SE DÉVELOPPE À L'ÉCHELLE MONDIALE

Mais le processus des changements révolutionnaires dans le monde ne va point comme sur des roulettes. Dans l'arène mondiale, une lutte acharnée et incessante se déroule entre les forces révolutionnaires et les forces contre-révolutionnaires, entre les peuples de tous les pays défendant l'indépendance et les forces d'agression impérialistes.

Les forces impérialistes, afin de conserver leur ancienne position dominante, d'asservir et de piller de nouveau les pays indépendants, ont recours aux différents complots et intrigues, tout en exerçant des pressions par la force des armes.

En particulier, les impérialistes et les autres forces dominationnistes se disputent avec acharnement pour aliéner et scinder les pays du tiers monde et les placer sous leur empire et complottent perfidement en vue de

disloquer les forces révolutionnaires mondiales, y compris le mouvement non-aligné.

UN IMPÉRATIF : LE FRONT UNI

Vue la situation actuelle, il est impératif pour les pays des nouvelles forces montantes et les pays non-alignés de former un front uni contre les forces impérialistes, colonialistes, néo-colonialistes et dominationnistes et de renforcer la lutte commune pour repousser leurs machinations de division, de désagrégation et de conquête. Les pays non-alignés et les pays du tiers monde ne doivent pas se laisser entraîner dans les disputes des forces d'agression étrangères visant à gagner des sphères d'influence et ils doivent empêcher, par une action unanime, les forces impérialistes colonialistes et dominationnistes de mettre leurs

C'est aussi grâce à leur unité que les pays non-alignés, les pays en voie de développement, peuvent mener fructueusement la lutte pour démolir le vieil ordre économique international instauré par les impérialistes et en établir un nouveau.

Le peuple coréen se tiendra toujours fermement du côté des peuples des trois continents qui luttent pour édifier une Asie nouvelle, une Afrique nouvelle et une Amérique latine nouvelle qui soient indépendantes et dépourvues de toute domination et de tout asservissement. Il fera tous ses efforts pour soutenir et encourager activement leur juste lutte.

A l'heure actuelle, la Corée représente le théâtre où convergent au plus haut degré les manœuvres d'agression et de division des impérialistes en Asie.

LES MANOEUVRES US POUR CRÉER « DEUX CORÉE » SERONT DÉJOUÉES

Les autorités des États-Unis, s'éloignant de plus en plus de leur « promesse » sur le retrait de leurs troupes de Corée du Sud, accélèrent dans une envergure gigantesque et sans précédent, la préparation de guerre et l'augmentation des armements contre notre République.

Cela prouve sans conteste que les impérialistes américains poursuivent leurs vi-

pacifique du problème coréen, les États-Unis doivent avant tout cesser l'accroissement de leurs forces armées, acte irréfléchi auquel ils se livrent actuellement, et ils doivent retirer au plus tôt toutes leurs

s'abstenir de soutenir et d'inspirer par la force des armes les gouvernants actuels de Corée du Sud qui, isolés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, se voient haïs et rejetés par les peuples. Ils ne doivent pas s'ingérer dans

L'AMITIÉ SINO-CORÉENNE : UN EXEMPLE D'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

Camarades et amis, ... Vraiment l'histoire de l'amitié coréo-chinoise brille de traditions de longue date et de nombreux faits émouvants, inoubliables, et cela constitue un exemple d'internationalisme prolétarien.

Nul ne peut détruire cette grande amitié scellée par le sang des communistes et des peuples des deux pays et ayant vaincu toutes les adversités de l'histoire. Elle se consolidera et se développera sans cesse selon le courant de l'époque actuelle.

Le renforcement de la solidarité et de l'amitié militantes entre nos deux pays socialistes constitue un puissant facteur du raffermissement des forces révolutionnaires anti-impérialistes et des positions socialistes en Asie, et aussi de l'accélération de la cause commune de la classe ouvrière mondiale et des nations opprimées.

Comme ils ont dans le passé combattu en étroite union les deux impérialismes, les peuples des deux pays demeurent à l'avenir également pour toujours des compagnons d'armes et des frères dans leur lutte et ils triompheront.

LES PEUPLES SONT LES CRÉATEURS DE L'HISTOIRE

Aujourd'hui, le monde ne se conforme pas à la volonté des impérialistes et de leurs laquais mais il avance inébranlablement sur la voie désirée et demandée par les peuples, créateurs de l'histoire.

Portant haut levé le drapeau du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien et la bannière révolutionnaire de la lutte anti-impérialiste, le peuple coréen marchera en avant pour la paix et la démocratie et pour l'indépendance nationale et la victoire de la cause socialiste, en s'unissant étroitement avec les peuples des pays socialistes, les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, les peuples progressistes d'Europe et tous les autres peuples du monde qui défendent la souveraineté.

Vive l'amitié et la solidarité militantes indestructibles entre le peuple coréen et le peuple chinois !

Vive le Parti communiste chinois et la République populaire de Chine !

Vive la solidarité des peuples progressistes du monde entier !



Le président Kim Il Sung

forces armées de Corée du Sud, conformément à leur « promesse » déjà faite.

Si les USA veulent vraiment la paix qu'ils s'ab-

les affaires du peuple sud-coréen pour qu'il puisse, selon ses revendications, réaliser la démocratisation de la société et établir un pouvoir démocratique.

Si une personnalité patriote et démocratique, respectant les droits de l'homme et ne voulant pas la division et la guerre accède au « pouvoir » en Corée du Sud, nous avons l'intention de dialoguer avec elle à n'importe quel moment pour la réunification du pays.

Notre parti et le gouvernement de la République ont préconisé et préconisent encore invariablement que le problème de la réunification de la Corée soit réglé par le peuple coréen lui-même, sans aucune ingérence étrangère, selon le principe démocratique et par voie pacifique...

A l'époque de la guerre de libération de la patrie et lors de la construction socialiste d'après-guerre, le peuple chinois a sincèrement aidé notre peuple dans sa juste cause.

Profitant de cette occasion, je tiens à exprimer mes profonds remerciements au camarade président Houa Kouo-feng, au Parti communiste chinois, au gouvernement et au peuple de la République populaire de Chine.

LA VOIE DE LA RÉUNIFICATION PACIFIQUE ET DÉMOCRATIQUE

Les États-Unis doivent



Le peuple de Corée du Sud affronte la police de la clique de Park Jung Hee et manifeste pour le retrait de l'impérialisme US et la réunification de la patrie coréenne.

piés en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

VERS UN NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

C'est seulement par la défense de leur unité que les pays non-alignés peuvent étendre et développer le mouvement de non-alignement, grande puissance révolutionnaire anti-impérialiste de notre époque et édifier avec succès un monde nouveau, indépendant et prospère.

sées ambitieuses pour fabriquer « deux Corée », pour consacrer la division de notre pays... pour maintenir la Corée du Sud comme colonie-base militaire et la prendre comme marche-pied pour l'agression des pays socialistes.

Ces manœuvres de l'impérialisme américain augmentent le danger d'une nouvelle guerre en Corée et créent des difficultés encore plus graves à la solution pacifique du problème coréen.

S'ils veulent la solution

tiennent de soulever différentes conditions irréalistes. Ils doivent commencer, selon notre proposition déjà faite, par entrer en contact avec le gouvernement de la République démocratique populaire de Corée pour chercher des moyens en vue de la solution pacifique du problème coréen.



Le bureau politique du PCF menace

Les intellectuels contestataires doivent s'attendre à «la riposte politique qui s'impose»

Publié dans l'« Humanité » de jeudi et daté du 10 mai, un communiqué du Bureau politique du PCF menace les intellectuels contestataires qui s'expriment dans les colonnes du « Monde » ou d'autres journaux. Faut-il s'attendre à des représailles ?

« ... Quelques membres du parti s'arrogent, au mépris des statuts, le droit — qui appartient au congrès et à lui seul — de modifier les règles fondamentales de fonctionnement du parti. Utilisant les moyens d'expression que leur fournissent complaisamment la droite et le Parti socialiste, ils mettent en cause la politique du parti, l'analyse et les décisions du Comité central, les organismes de direction du parti et ceux qui les composent... » déclare le communiqué.

QUESTION DE LIGNE

Autre point relativement nouveau : le Bureau politique reconnaît plus clairement que jamais que les critiques faites portent avant tout sur « la ligne du parti », ce qu'il essayait plutôt de cacher auparavant.

Qui est visé dans cette déclaration ? Ellenstein peut-être. Althusser sans doute. Mais, à coup sûr, Frémontier, auquel Andrieu tente de répondre dans le même numéro de l'« Humanité ». La réponse d'Andrieu est d'ailleurs annoncée à la fin du texte du communiqué.

Quant au respect des « règles fondamentales de fonctionnement du parti » dont se sert le Bureau politique pour condamner « quelques membres du parti », c'est un argument pour le moins douteux... Il faudrait, avant de demander le respect de telles règles, se demander si le fonctionnement en question est vraiment démocratique et permet aux militants de base ou aux intellectuels contestataires de s'exprimer librement au sein du PCF. Ce qui n'est absolument pas le cas.

Respecter le centralisme démocratique véritable dans un parti véritablement communiste est une chose indéniable. Mais quand il s'agit d'un parti qui appli-

que la ligne qu'applique le PCF, une ligne électoraliste et, au fond, bourgeoise, quand il s'agit d'un centralisme bureaucratique, comme l'ont prouvé maints témoignages, cela change tout...

QUELQUES INTELLECTUELS ?

Il est rappelé une fois de plus, contre toute évidence, que dans le PCF règne « une approbation massive de la politique et de l'activité du parti ». Alors pourquoi le débat dure-t-il si longtemps ? Et il n'y a pas que « quelques » intellectuels qui contestent publiquement. Dans les dis-



Yves Roucaute et Serge Lewisch, jeunes militants du PCF, critiquent la ligne politique et le fonctionnement interne de leur parti dans « le Nouvel observateur » : « Le parti est tout de même dans une situation extraordinaire : il fait la critique des pays socialistes, il fait la critique du PC soviétique et il reproduit pratiquement les démarches qu'il dénonce. On reproche au PC de l'URSS d'être un parti-État. Eh bien, dans nos municipalités, il n'y a pas, le plus souvent, de distinction entre le Parti et la municipalité. On explique aux gens qu'on est contre le parti-État et on leur offre l'image d'un parti-municipalité ! On est absolument incapable de rompre avec cette pratique ».

cussions quotidiennes ou certaines tribunes libres de journaux, des militants de base ou des cadres locaux du PCF contestent, eux aussi, cette ligne « approuvée

massivement ».

Le Bureau politique annonce néanmoins que ce débat devra bientôt cesser : « ... avant même d'en avoir fini avec la discussion et

l'assimilation des travaux du Comité central ... (il faudra) mettre en œuvre les premières décisions d'action qu'impose la situa-

Contre le gouvernement Giscard - Barre

Pour sortir de l'impasse des partis de gauche

Quelle voie prendre pour nos luttes, vers le socialisme ?



BATTRE LA DROITE OU ABATTRE CE SYSTEME ?

La plupart des ouvriers et des travailleurs veulent le changement, en finir avec la politique d'austérité, le chômage, les bas salaires. C'est pour cela que la majorité des travailleurs a voté contre les candidats du gouvernement aux dernières élections. C'est pour cela aussi qu'à chaque nouvelle offensive de la bourgeoisie, les travailleurs répondent par des mouvements de lutte, même si c'est sous des formes diverses, plus ou moins dures.

Mais la question est de savoir comment changer l'ordre des choses. Faut-il battre la droite ou abattre le système ? Là-dessus, tout le monde n'est pas d'accord. Par exemple, au cours d'un meeting du PCF, pendant les élections, des militants ont dit : « Les capitalistes, il faut tous les foutre en l'air. D'un seul coup ». D'autres ont répondu : « Tu n'arriveras à rien comme ça. Ce qu'il faut d'abord, c'est battre la droite. Après on verra ».

Faut-il d'abord battre la droite pour aller peu à peu vers le changement comme le proposent les partis de gauche ? Est-ce possible ?

Aujourd'hui, la France capitaliste est dominée entièrement par les monopoles. Ils tiennent tout en mains : toute l'économie, mais aussi tout le pouvoir d'État. Non seulement les grands trusts et les grandes banques, mais aussi les petites et moyennes entreprises qui sont toutes, directement ou indirectement, sous-traitantes des trusts.

Qu'il s'agisse de monopoles privés ou de monopoles d'État comme EDF, Renault ou la RATP, l'exploitation des ouvriers et employés y demeure fondamentalement la même. C'est bien la raison pour laquelle ils entrent en lutte contre le gouvernement Giscard-Barre. Si la gauche prenait le gouvernement et les rênes du système d'exploitation, c'est contre le

gouvernement de gauche qu'il leur faudrait lutter. Et ce gouvernement serait inévitablement conduit à les opprimer comme Jules Moch en a fourni l'exemple en 1947 en faisant réprimer par les CRS les mineurs en grève.

Dans ces conditions, il ne suffit pas de prendre le gouvernement et de faire quelques réformes (même si on les appelle « réformes de structures ») pour aller au changement. Car tout le système d'exploitation, tout l'appareil d'État, l'idéologie dominante restent et restent capitalistes. Dans ces conditions, il ne peut y avoir de vrai changement.

Il y a eu en France des gouvernements de droite de diverses tendances. Des gouvernements de droite avec la participation des socialistes, sous la Quatrième République par exemple. Un gouvernement regroupant à la fois la droite (De Gaulle), les socialistes et le PCF en 1945. Un gouvernement de gauche en 1936. Or, malgré tous ces changements de gouvernement, rien n'a changé fondamentalement dans la condition des travailleurs. Les avantages et les revendications, c'est par la lutte qu'ils les ont gagnés. Et ces avantages conquis par la lutte, la bourgeoisie ne cherche-t-elle pas sans cesse à les reprendre ?

Alors que faut-il faire ? Battre la droite, changer de majorité, de gouvernement pour rester toujours dans le même système d'exploitation ? Non, ce qu'il faut c'est renverser ce système et la domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière. Il faut changer de régime, conquérir un régime socialiste authentique où les travailleurs seront les maîtres.

Philippe LECLERC
(Demain : comment préparer aujourd'hui ce changement de régime ?)

Un millier de lettres ?

La contestation interne au PCF continue de s'étaler dans les journaux, faute de pouvoir vraiment s'exprimer de façon efficace au sein de ce parti.

Cette semaine, cinq militants de l'Essonne ont écrit dans « Politique Hebdo » et deux membres du l'UEC (Union des étudiants communistes) dans le « Nouvel observateur ». « Le Monde » déclare avoir reçu de nombreuses lettres de militants critiquant le rapport de Marchais devant le Comité central.

Marchais avait tout d'abord prétendu que le Comité central n'avait reçu, il y a un mois de cela, que trente lettres de militants critiquant la direction du PCF. Il avait ensuite donné le chiffre de cinquante. On parle maintenant d'un millier de lettres.

Mais ce chiffre d'un millier de lettres semble bien être en-dessous de la réalité, quand on sait combien les questions se font pressantes chez presque tous les 600 000 adhérents que déclare officiellement le PCF.



• RATP conducteurs de bus

Intentions et réalité

Dans un communiqué de presse, la Fédération générale des transports et de l'équipement CFDT constate qu'il y a loin entre les intentions affirmées par le gouvernement Giscard-Barre - concertation sur les conditions de travail et l'emploi - et les réalités telles qu'on peut les constater par exemple à la RATP pour les conducteurs d'autobus : l'alignement sur des conditions appliquées au réseau souterrain supposerait en effet 1 000 emplois supplémentaires sur lesquels, il n'est pas question, de la part de la direction, de la moindre concertation.

La réalité c'est en fait que, par leur concertation, Giscard-Barre n'ont aucune intention de satisfaire en quoi que ce soit les travailleurs : il ne s'agit bien là que d'une politique pour tenter de mettre en sommeil les luttes ! Et cela en vue d'appliquer la politique monopoliste qui ne peut être autre chose qu'antouvrière et antipopulaire. Les responsables des grandes centrales syndicales, en entrant dans ce jeu n'ont fait que lui apporter leur caution !

Quant aux travailleurs, malgré la proposition particulièrement démobilisatrice de l'intersyndicale - une heure de grève par jour - ils tiennent toujours. C'est, entre autres, le cas dans des centres tels que Hainaut, Croix Nivert, Charlebourg, Fontenay-aux-Roses.

• Saint-Nazaire Chantiers de l'Atlantique Réduction d'horaire en perspective

La direction a en effet annoncé une probable réduction d'horaire à 34 heures à compter du 1er août et cela jusqu'en 1980 !

L'horaire actuel est de 42 heures et, compensations comprises, une telle réduction signifierait pendant vingt mois une perte de salaire de l'ordre de 11 %.

On peut s'attendre à ce que les millions de travailleurs des Chantiers de l'Atlantique réagissent avec vigueur à une telle mesure.

Pour toute
correspondance
téléphonez au
numéro suivant :
205 51 10

• SPRA- Sauveterre (Gard)

Les émules de Furnon font toujours parler d'eux

Les émules de Furnon font toujours parler d'eux.

Depuis plus de six mois, vous avez entendu parler de la SPRA, usine de fabrication de résine à Sauveterre dont le patron, émule de Furnon, était candidat aux élections sous la bannière des « Français de bon sens ».

La répression syndicale à la SPRA, à la SEM et Cie vous la connaissiez.

Après le procès pour reconnaissance des délégués syndicaux, perdu par cette entreprise, après que l'action syndicale ait imposé le paiement des indemnités dues à un salarié licencié (un de plus), après de multiples provocations envers les délégués, malgré cela, l'action syndicale a continué et continue.

Le délégué du personnel suppléant met la société aux prud'hommes pour son refus de reconnaître la convention collective chimie. Dès l'audience en conciliation, une procédure de licenciement est déclenchée par l'employeur à son encontre. L'inspecteur du travail, après enquête, refuse le licenciement.

Lundi matin 8 mai, le patron refuse sa réintégration.

Lundi soir, surprise, il le réintègre. Mercredi 10, procès concernant la convention collective au tribunal, l'avocat du patron tente de faire repousser le procès.

L'avocat du « bon sens » dépose ses conclusions en demandant le report de l'audience et accuse les syndicats de propos diffamatoires.

Quatre heures après, les délégués du personnel apprennent par huissier que l'entreprise entame une procédure de licenciement économique et qu'il ressort de ces mesures « économiques » que ce sont les deux délégués CGT et CFDT qui doivent être licenciés !

Tous les moyens sont bons à ce patronat pour préserver ses privilèges, son pouvoir et détruire l'action syndicale !

Dans cette affaire, le soutien des travailleurs de toutes les entreprises est déterminant. C'est pourquoi la CGT et la CFDT de la SPRA, Sem et Compagnie ont organisé un grand meeting à Sauveterre, Salle des fêtes, le vendredi 12 mai. La presse et les partis politiques y étaient invités.

Sections CFDT, CGT de la SPRA, SEM et Cie.

SAINT-BRIEUC FEST-NOZ DES ÉLÈVES-INFIRMIÈRES

Les élèves-infirmières de Saint-Brieuc organisent un fest-noz. Cette soirée aura lieu le samedi 13 mai à la salle du Vally à Guingamp - 21 H

Avec la participation de divers chanteurs et groupes Kadig, Mandrague, etc.

Les élèves-infirmières profitent de cette occasion pour faire connaître la situation dans l'école. D'autre part, le bénéfice de cette soirée servira à financer les luttes.

Venez nombreux, il y aura des crêpes, sandwiches, et du cidre !!

• Dehe -Dijon - Mâcon

Les grévistes tiennent bon



Les grévistes tiennent bon et il le faut ! Car ils ont affaire à un patron qui, après avoir licencié quinze gars de Mâcon, n'a pas hésité à envoyer les membres de la direction faire le coup de poing contre les travailleurs : un gréviste hospitalisé après avoir reçu un coup de barre de fer.

Le patron est introuvable et on apprend aujourd'hui qu'il s'est arrangé avec un de ses collègues de même acabit pour qu'il lui file de la main-d'œuvre pour lancer un chantier à Limoges... Quant à la justice, bien docile, elle ordonne l'évacuation des ouvriers...

Mais celle-ci n'a pu se faire jusqu'ici, car la solidarité s'amplifie :

- A Mâcon, un meeting de soutien a déjà rassemblé 25 personnes.

- A Dijon, le syndicat CFDT des cheminots mène une campagne de solidarité. Le Comité de parti de Dijon du PCMLF a transmis aux grévistes son soutien et le résultat d'une première collecte.

Les grévistes nous ont dit : « Le patron est contre nous, la justice est contre nous, les flics sont contre nous, parce que nous sommes des travailleurs et des immigrés... Le patron disparaît avec le comptable, licencie quinze gars dont certains ont dix ans d'ancienneté, il refuse de nous payer le mois d'avril... S'il le faut, nous crèverons de faim, mais nous tiendrons, car nous n'avons plus rien à perdre ! ». « Nous nous battons pour notre dignité ! »

Note : Dehe est cette boîte qui loge les ouvriers immigrés dans des wagons dans des conditions lamentables et pour près de 1 000 F par mois (voir HR No 884).

Grève au lycée Henri Wallon à Aubervilliers contre le «service fait»

Quand l'arbitraire fait force de loi

La loi du « service fait » est une loi votée en procédure d'urgence en juillet 1977 ; c'est un ajout à la loi de 1961, qui détermine pour tous les fonctionnaires « le service non-fait ».

« service non-fait » entraîne la retenue de salaire d'une journée, même si ce service non-fait porte sur une heure.

Il n'y a pas de « service fait » :

1) Lorsque l'agent s'absent d'effectuer tout ou en partie de ses heures de services (ici c'est la grève qui est visée).

2) (ajout) Lorsque l'agent, bien qu'effectuant ses heures de service, n'exécute pas tout ou partie des obligations de service qui s'attachent à sa fonction, telles qu'elles sont définies dans leur nature et leurs modalités par l'autorité compétente, dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Cette loi est passée pour contrer des actions entreprises par les travailleurs soit dans l'enseignement (dédoublage sauvage de classes surchargées), soit dans les PTT (grève du zèle ou refus des langues étrangères dans les communications internationales) et après que l'administration ait été déboutée par la justice pour des retenues de salaires suite à ces actions.

Grâce à cette loi, le gouvernement s'est doté d'un moyen suffisamment vague pour que tout soit sujet à retenue de salaire, par exemple pour les enseignants : nombre d'interrogations écrites, résultats faibles au bac, non-emploi du manuel, etc. * et pour le personnel de service : couloir mal balayés, vitres douteuses, etc.

AU GRÉ DES DÉCRETS

Cette loi est tout à fait arbitraire car les modalités et critères du service fait sont déterminés par l'administration et elle seule, et ça varie au gré des « réformes » « décrets » et autres lubées des ministres et sous-fifres.

Cette loi ré-introduit le système des amendes, pour la suppression duquel la classe ouvrière s'est battue au XIXe siècle, car tout

De semblables amendes sont actuellement appliquées à la RATP. Les conducteurs de bus et de métro en ont, en cas de retard sur leur horaire.

Tous les fonctionnaires sont solidaires dans cette lutte ; il faut abroger cette loi !

*Deux enseignants à Caen sont sanctionnés par cette loi pour avoir refusé de remplir les dossiers scolaires.

Communiqué de presse des grévistes

Les professeurs de sciences physiques du lycée Henri Wallon, à Aubervilliers, ayant entrepris une action de dédoublement de la classe de sixième pour des raisons à la fois pédagogiques et de sécurité, l'administration a réagi et appliqué la loi sur le « service fait » de juillet 1977. Les enseignants de sciences physiques se voient retirer une journée de salaire pour chaque heure dédoublee.

Les enseignants ont décidé d'arrêter le travail en solidarité, vendredi 5 mai, à 14 h pour exiger la levée immédiate de cette sanction. C'est la première

application de la loi sur le « service fait » qui permet de sanctionner arbitrairement tout fonctionnaire sur l'appréciation de son supérieur hiérarchique. Depuis, des assemblées générales d'enseignants ont décidé et reconduit la grève par demi-journée pour obtenir le retrait immédiat des sanctions.

Les grévistes ont organisé une réunion des personnels concernés par l'existence de cette loi, le jeudi 11 mai, au lycée H. Wallon pour informer et proposer une riposte contre les applications présentes et à venir de la loi scélérate.

EXTRAITS DE L'ÉMISSION PRÉSENTÉE PAR L'HUMANITÉ ROUGE
A FR3, MERCREDI 10 MAI

Les militants marxistes-léninistes s'adressent aux militants du PCF

Le 19 mars, soir des élections on a pu voir une grande déception chez tous ceux qui avaient cru en la victoire de l'Union de la gauche, chez tous les militants et sympathisants du PC et du PS, qui croyaient qu'on allait enfin finir avec la hausse des prix, avec les licenciements, avec la répression policière. Mais voilà, ça continue comme avant. C'est toujours le même gouvernement Giscard-Barre, la même politique avec les mêmes hommes. Puis après la déception vint la réflexion. Nombreux, vous vous êtes tournés vers vos dirigeants et vous leur avez posé des questions, vous leur avez demandé des comptes. Nous, nous sommes communistes, et ces questions que vous vous posez aujourd'hui, nous nous les sommes posés il y a plusieurs années. C'est pourquoi ce soir nous nous adressons particulièrement à vous.

D'abord Alain, les militants du PCF pensent que l'échec aux élections législatives est dû exclusivement aux dirigeants du Parti socialiste. Ils disent que le Parti socialiste aurait viré à droite. Qu'est-ce que tu en penses ?

Alain Castan : Pour que les dirigeants du PS aient viré à droite, encore faudrait-il auparavant qu'ils aient viré à gauche. Pour nous, les dirigeants du PS ont toujours été des dirigeants réformistes, des défenseurs du système capitaliste. Malgré les promesses électorales, ils se sont toujours fait élire pour faire ensuite un programme de droite. La question de l'unité avec les dirigeants du PS, n'est pas pour nous une question nouvelle. Déjà en 1956, les plus anciens d'entre nous, alors qu'ils étaient encore membres du PCF, se sont élevés contre le vote des pouvoirs spéciaux à

sans. Pour l'unité telle qu'elle se pratique dans les usines au cours des luttes (...)

Quand même, cet échec aux élections...

AC. Ne parlons pas d'échec, c'est un échec pour les dirigeants du Parti socialiste et du PCF et pour leur stratégie, pas un échec des travailleurs. Les travailleurs n'avaient rien à gagner dans la victoire de l'Union de la gauche. Il suffit pour cela de relire le Programme commun. C'est un programme de gestion du système capitaliste, il n'apportait aucun changement fondamental mais simplement un catalogue de revendications. Et les revendications, ça ne se gagne pas par les élections mais par les luttes. En 1936, ce ne sont pas les élections qui ont amené les 40 heures ou les congés payés mais les millions de travailleurs qui occupaient leurs usines.

Alors, s'il fallait compter seulement sur l'unité des travailleurs, s'il ne fallait pas compter sur les dirigeants du parti socialiste, c'est la faute au PCF ?

AC. C'est la faute aux dirigeants du PCF. C'est leur faute depuis qu'ils ont abandonné la voie révolutionnaire, la voie de la lutte, pour ne compter que sur les élections et l'Union sans principe avec les dirigeants socialistes. Il y a eu la démocratie véritable, la démocratie avancée, la démocratie renouée, le Programme commun et plus question de socialisme. Il fallait avoir

niste français un véritable parti communiste. Et c'est pour cela que pendant des semaines il a fallu freiner les luttes pour attendre la victoire de l'Union de la gauche. On a vu ce que ça

Encore un mot sur la direction du PCF.

Qu'est-ce que tu penses de son attitude vis-à-vis de l'Union soviétique ?

un pays très industrialisé, notre socialisme sera certainement différent.

Bon. Alors, la révolution c'est possible. Mais ce n'est pas pour nous tout de suite ?



L'Unité Français-immigrés (ici, manifestation contre un attentat raciste).

a donné. *Peut-être que les militants du PCF pensent qu'ils peuvent agir à l'intérieur même du parti, qu'ils peuvent essayer de le redresser de l'intérieur ?*

AC. D'abord il y a eu les militants trompés par leurs dirigeants. Ensuite comme nombre d'entre eux le disent aujourd'hui, il n'y a pas de véritable démocratie à l'intérieur du parti. Il y a quelques années, il suffisait de dire qu'on n'était pas d'accord pour être exclu, nous en savons quelque chose. En 1964, 65, nombre d'entre nous ont été exclus pour avoir dit qu'ils n'étaient pas d'accord avec le fait que les dirigeants du parti avaient pris position contre le Parti communiste chinois. Sans consulter le parti et sans faire connaître aux militants les positions du PCC. Ce n'est qu'après ces exclusions, et après avoir constaté qu'il était impossible de changer le parti de l'intérieur, que nous avons décidé de créer le PCMLF. Aujourd'hui, on nous dit que ça a un peu changé, qu'on exclut moins, que ça discute plus dans les cellules. Mais c'est devenu un peu comme la démocratie bourgeoise des autres partis : tu parles, tu parles, mais là-haut, au Comité central, ils font ce qu'ils veulent. Regarde pour la dictature du prolétariat, l'ensemble du parti n'a même pas été consulté avant le congrès. De même pour l'autogestion critiquée hier, acceptée aujourd'hui, pour la force de frappe ou le Parlement européen.

AC. Hier, ils étaient des inconditionnels. Georges Marchais traitait d'anticommunistes tous ceux qui critiquaient l'Union soviétique. Aujourd'hui, depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie, ils critiquent un peu plus l'URSS, à propos des dissidents, à propos des libertés, mais ils continuent par exemple de soutenir la politique extérieure de l'URSS qui intervient dans les affaires intérieures des peuples, en Angola, dans la Corne de l'Afrique et qui masse des troupes aux frontières de l'Europe, menaçant gravement la paix. Ils disent que l'URSS est toujours un pays socialiste. Non pour nous ce n'en est pas un, c'est devenu une superpuissance impérialiste comme les États-Unis. Ce n'est pas comme la Chine.

Justement à propos de la Chine. Est-ce que tu ne penses pas que l'on risque de faire les mêmes erreurs que le PCF avec l'Union soviétique ?

AC. Non ce n'est pas possible. Parce que les communistes chinois comme nous-mêmes avons tiré les leçons de la domination soviétique sur le Mouvement communiste international. Les Chinois ne donnent ni ordre ni directive. Au contraire, ils recommandent toujours de ne pas les copier et de penser par nous-mêmes. La révolution chinoise est riche d'enseignements, surtout par les écrits de Mao Tsé-toung. Mais la Chine n'est pas un modèle. C'est un pays du tiers-monde, un pays en voie de développement. Nous sommes dans

AC. La révolution c'est possible, mais ce n'est pas pour demain matin. Nous ne sommes pas des gauchistes qui pensent qu'il suffit d'être un petit groupe bien décidé, de prendre son fusil pour faire la révolution. Non. La révolution c'est l'œuvre des larges masses populaires, des ouvriers, des petits paysans, c'est un long processus. Pour cela il faut qu'il y ait un véritable parti communiste. Nous avons commencé de reconstruire ce parti avec la création du Parti communiste marxiste-léniniste de France. De même, nous nous unissons avec le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste dans un parti marxiste-léniniste unique. Mais ça ne sera pas encore suffisant ; il faut un parti communiste beaucoup plus fort.

A la fin de l'émission, Georges Hillaire, ouvrier à Creil, concluait en rappelant les changements fondamentaux proposés aux travailleurs pour aller vers le socialisme dans l'unité d'action et les luttes de classe de tous les ouvriers, petits payans et autres travailleurs exploités.

Amis, lecteurs et téléspectateurs qui avez pris connaissance des propositions des communistes marxistes-léninistes de France, continuez la discussion de vive voix avec nous en téléphonant au 205 51 10.

Ecrivez vos remarques, critiques et suggestions en écrivant à l'Humanité rouge BP 61 75861 Paris Cédex 18.



L'Unité ouvriers-paysans (ici, des paysans apportent leur soutien aux ouvriers d'Orléans-Gilca en grève).

Guy Mollet par les députés communistes. Et chacun sait ce que Guy Mollet fit de ces pouvoirs spéciaux : la guerre au peuple algérien et l'envoi

tants socialistes comme avec tous les travailleurs. Pour l'unité entre les ouvriers français et immigrés, entre les ouvriers et les pay-

des ministres dans un gouvernement bourgeois à tout prix. C'est pour cela qu'il fallait abandonner tout ce qui a fait du Parti commu-

A propos....

LEUR FOOTBALL ET LE NOTRE

Finale de la Coupe de France samedi, demi-finale lundi dernier, finale de la Coupe de l'UEFA mardi dernier, finale de la Coupe d'Europe des clubs le lendemain, mercredi, France-Iran puis l'annonce des 22 qui composeront l'équipe de France pour le Mondial au pays de Videla... Les matches de football se suivent.

Hier Saint-Etienne, aujourd'hui Bastia font partie des toutes meilleures équipes européennes. De nouvelles équipes arrivent au sommet de la compétition française, Nice et Nancy... les équipes elles aussi se suivent.

La France, pour la première fois depuis longtemps est qualifiée pour une Coupe du monde. Elle a battu le Brésil en match amical. Les commentateurs les plus passionnés (il n'en manque pas...) affirment que cette équipe nationale a des chances de faire quelque chose en Argentine...

Bref, il y aurait un regain de vigueur du football dans notre pays. Un regain de passion aussi chez les supporters, spectateurs et télé-spectateurs. Un regain d'avidité enfin chez les publicistes en tout genre : Platini, Bastia et autres vedettes se vendent bien.

Qu'il y ait un regain du goût pour le sport en France ne saurait être une mauvaise chose. Que certaines victoires internationales de telle ou telle équipe suscitent chez des jeunes et des moins jeunes l'envie de taper dans un ballon ne peut être aussi qu'une bonne chose.

Mais encore faudrait-il en avoir les moyens. Chacun a pu voir, lors du match aller de la finale Bastia-Eindhoven, combien les équipements sportifs de la capitale corse était sous-développés. C'est l'expression de toute une politique sportive gouvernementale. De l'argent là où c'est rentable et uniquement dans ces cas-là.

Bastia est devenue rentable. Mais que dire alors, par comparaison, de l'état lamentable dans lequel restent les petits stades de province et de Paris quand ils existent ! Quant au sport amateur et de masse, à part quelques passionnés qui s'y dévouent, rien n'est fait pour le faire vivre.

« Le foot-ball français revient ? » Celui du vedettariat oui peut-être, même si un certain chauvinisme en rajoute sur les possibilités de « nos tricolores ». Les possibilités pour le peuple de faire du sport, chaque jour ou chaque fois qu'il en a envie ? Non, pas encore, loin de là.

Demande de contact

- Parce que j'aspire à combattre fermement le capitalisme et refuse les fausses solutions des partis de gauche ;
- Parce que je désire participer à l'édification du parti marxiste-léniniste unique ;
Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.
Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :
Nom
Prénom
Adresse
Profession

Coupe du monde de football

Après l'explosion d'une bombe LA JUNTE S'AFFOLE

En Argentine même, l'approche de la Coupe du monde n'est pas aussi calme que la junte militaire l'aurait voulu.

Malgré la garde par l'armée des installations de la Coupe du monde, une bombe a explosé mercredi après-midi dans un sous-sol du futur centre de presse du Mondial.

La bombe a explosé alors que des policiers qui l'avaient découverte essayaient de la désamorcer. Un officier de police a été tué, un second policier a été grièvement blessé et six autres personnes sont également atteintes. Les deux policiers avaient été avertis par un coup de téléphone qu'une bombe avait été déposée dans une voiture en stationnement dans un des parkings du sous-terrain du futur centre de presse du Mondial. C'est au moment où ils transportaient l'engin que celui-ci a explosé.

Une seconde bombe a été désamorcée au même endroit avant qu'elle n'explose.

MALGRÉ TOUTES LES PRÉCAUTIONS...

Aussitôt après l'explosion, un important déploiement de militaires a eu lieu dans les sous-sols où la bombe était placée. Cet endroit est un des points névralgiques de l'organisation de la Coupe puisque c'est là que la presse internationale va opérer durant la compétition.

Il y a une semaine, l'un des centres de la télévision en couleur argentine avait aussi été le théâtre d'une explosion.

L'INTOXICATION

La junte argentine a saisi ces événements pour exécuter une série « d'exercice d'alerte pour familiariser la population aux mesures de sécurité en vigueur durant la Coupe du monde ».

Ces exercices sont d'un genre très particulier et visent prétendument à « obtenir l'appui » de la population, grâce à la terreur militaire que la junte compte faire régner plus que jamais durant la Coupe du monde. Qu'on en juge : les exercices d'alerte commenceront vendredi à Mar Del Plata, élégante station balnéaire et centre secondaire de la Coupe. L'armée simulera des attentats, des enlèvements et autres actes terroristes pour observer les réactions de la population

à de telles situations. L'opération se fera sous le slogan : « Nous tous, habitants de Mar Del Plata, rendons possible la Coupe du monde ». Ce genre d'intoxication qui prétend rejeter le terro-

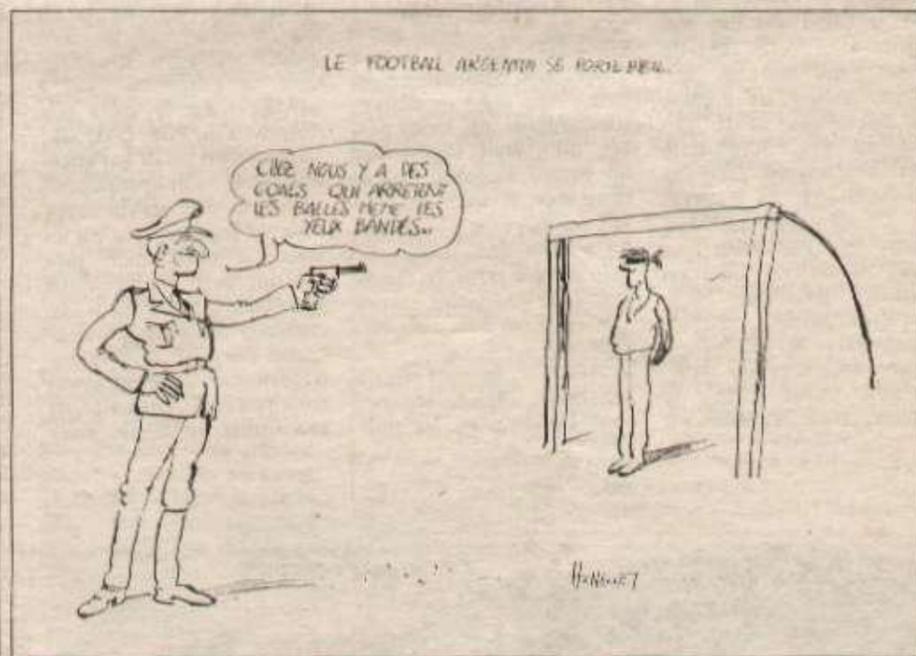
risme que fait régner le régime sur de prétendus « terroristes » est trop odieux pour que quiconque dans le peuple argentin marche à ce type d'intimidation. Ces manœuvres militaires sont en effet de l'intimidation pure et simple à l'égard de la population pour empêcher toute manifestation dans les

villes où doivent se dérouler les matches.

Ceci traduit l'affolement et l'isolement de la junte qui, malgré la terreur militaire et policière, a une peur bleue de toute protestation ou action des masses et du retentissement international qu'elles peuvent avoir.

Rocheteau déclare :

« Nous allons dans un pays où les droits de l'homme sont bafoués »



En Europe, la nouvelle de l'explosion d'une bombe dans les sous-sols du futur centre de presse du « Mondial » a suscité un vif émoi chez les dirigeants du football européen qui assistaient à la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions au stade de Wembley, à Londres.

Le président de l'« Union européenne de football », Artemio Franchi, a déclaré : « C'est très préoccupant... Que pouvons-nous faire ? Il me paraît difficile de remettre en cause l'organisation du « Mondial » en Argentine. Il faut espérer que cela n'aura été qu'un épisode détaché et non pas le début d'autres événements de ce genre ».

Ces propos traduisent bien l'inquiétude et aussi la gêne qui semble saisir les responsables du football international à l'approche de la Coupe du monde.

INTIMIDATION

En France, il paraît que l'entraîneur de l'équipe de

France de football, Hidalgo, a effectué un sondage auprès des joueurs susceptibles d'être sélectionnés pour participer à la Coupe afin de connaître leur opinion sur le COBA. Il est probable que cette enquête peu ordinaire ait été faite à la demande des milieux dirigeants du football français et du ministère des Sports.

En tout cas, elle constitue une intimidation et une préparation des joueurs pour qu'ils observent une attitude conforme à celle que désire le gouvernement.

Cependant, ce genre de manœuvre n'atteint pas tou-

jours le but espéré, comme vient de le prouver Rocheteau, le joueur international de Saint-Etienne. Celui-ci a déclaré, dans une interview accordée au journal « L'Équipe » : « Tous les joueurs qui vont participer à la Coupe du monde doivent prendre conscience que nous allons dans un pays où les droits de l'homme sont bafoués. Une action collective est peut-être possible, je ne sais pas. Et vous, les journalistes, que comptez-vous faire ? ».

POSITIF

C'est là une déclaration qui, venant d'un joueur tel que Rocheteau, est éminemment positive et qu'il faut faire connaître largement, même si, par ailleurs, Rocheteau se rend en Argentine avec la Coupe du monde.

MAI 68

UNE RICHE MOISSON

Outre les modifications importantes apparues depuis 68 dans la conduite des luttes et dans les méthodes utilisées, le contenu même des revendications s'est trouvé profondément modifié et enrichi. En fait, il ne s'agit pas seulement de revendications mais de nombreuses aspirations qui sont entrées dans le champ des luttes de la classe

ouvrière. L'entrée massive de nombreuses couches populaires dans la lutte de classe au cours de ce mois de mai, de même que les liens nouveaux qui s'établirent à l'époque, entre ouvriers et paysans, (même s'ils furent limités), entre ouvriers et étudiants ou plus généralement intellectuels, ont eu des prolongements durables.

En 1968, la contestation étudiante s'est développée dans de nombreux pays et sous bien des horizons, avec comme point commun la remise en cause de la société bourgeoise dans les métropoles impérialistes. Mais elle a acquis en France un aspect très différent du fait de l'entrée en scène de la classe ouvrière.

Le contenu de la révolte de la jeunesse s'en est trouvé modifié et la lutte de la classe ouvrière elle-même en est sortie imprégnée d'aspirations nouvelles, sa lutte y a acquis d'autres dimensions.

Des revendications nouvelles

La conception propagée par les réformistes et les révisionnistes selon laquelle le but de la lutte c'est d'obtenir des aménagements à l'exploitation a été battue en brèche.

A travers les débats sur la société qui ont marqué mai 68, beaucoup de notions ont été remises en cause.

La contestation de la hiérarchie capitaliste a amené la revendication d'augmentation uniforme.

Contre la logique mutilante de la production capitaliste, on a vu se développer des luttes pour la suppression du salaire au rendement, contre certains horaires de travail, pour la sécurité dans le travail, de même, l'exigence d'avoir du temps pour vivre, et le refus de sacrifier sa santé sur l'autel du profit se sont exprimés avec force. Combien de fois, des travailleurs et des travailleuses ont résumé le sens de leur lutte par ces quelques mots : « On se bat pour notre dignité ».

En toile de fond de tout cela, il y a le rejet global de cette société d'exploitation et d'oppression et la recherche, souvent confuse mais réelle, d'une autre société, d'autres rapports sociaux.

Avec la participation toujours plus grande des travailleuses à la lutte de classe, la lutte pour l'émancipation des femmes s'est enracinée dans la classe ouvrière... Bref, Mai 68, loin d'avoir été l'immense bavardage stérile que veulent présenter certains a au contraire semé beaucoup d'idées qui n'ont pas fini de germer.

L'unité ouvriers-paysans

Dans de trop rares endroits - et ce fut une des faiblesses de ce printemps révolutionnaire - mais avec force se noua entre ouvriers et paysans une solidarité de combat qui n'a fait que se renforcer depuis.

Lors de la journée d'action paysanne du 24 mai 1968, les manifestants paysans de Nantes brandissaient une banderole sur laquelle on pouvait lire : « Non au régime capitaliste, oui à la révolution complète de la société ». Le soir-même, nombre d'entre eux participèrent, aux côtés des ouvriers et des étudiants, à l'attaque de la préfecture.

On sait le chemin parcouru depuis et l'extension que prend le syndicalisme de classe à la campagne. D'autre part, partout où les ouvriers en grève

prirent l'initiative de s'adresser aux paysans, c'est avec enthousiasme que ceux-ci s'efforcèrent de contribuer à

Autre héritage de Mai 68 : la mise en place de comités de soutien à l'occasion des luttes. L'unité popula-

Étincelle qui mit le feu à toute la plaine en Mai, le mouvement étudiant ne disparut nullement après.

ment, cette politique suscita de grands mouvements de révolte : en 1971, contre la répression ; en 1973, contre la loi Debré, en 1975 contre la réforme Soisson ; en 1976, contre la réforme Haby. Et comme en témoigne le mot d'ordre « Ni chômeurs ni cadres au service du capital », ce mouvement étudiant continue d'évoluer sous l'influence des luttes anticapitalistes de la classe ouvrière.



Manifestation paysanne en Mai 1968.



Etudiants et ouvriers dans la rue.

Lisez et faites lire le recueil de textes de Jacques Jurquet intitulé : « Arracher la classe ouvrière au révisionnisme ».

Ces textes vont de 1965 à 1971. Vous y trouverez en particulier l'analyse politique de Mai 1968, sous le titre : « Le Printemps révolutionnaire de 1968 ».

Commandez-le aux Éditions du Centenaire - 24, rue Philippe de Girard, 75010 Paris (Prix : 30F).

résoudre les problèmes de ravitaillement des grévistes. Ce principe de solidarité active et d'aide mutuelle, on l'a retrouvé à l'œuvre au Joint-Français et depuis, à l'occasion de nombreuses luttes. Et l'essor de cette prise de conscience d'une lutte commune contre un même ennemi fut brillamment illustré par les liens fraternels qui s'établirent entre les Lip et les paysans du Larzac.

re qui se développa il y a dix ans autour des usines en grève, depuis le ravitaillement et les collectes jusqu'à la lutte au coude à coude contre les flics comme à Flins, continue aujourd'hui de porter ses fruits.

On l'a vu dans le soutien à la lutte des résidents des foyers Sonacotra, à celle des Lip ou encore récemment à Laving-Graces à Nantes.

L'influence de la classe ouvrière...

Sous le règne de différents ministres, une politique constante de chômage, de sélection et de répression fut menée par le pouvoir à l'encontre de la jeunesse scolarisée. Inévitable-

Jusque dans l'appareil d'Etat

En 1968, de nombreuses institutions et comportements réactionnaires furent remis en cause par les intellectuels qui furent entraînés dans le grand mouvement populaire.

Il y eut l'atelier d'affiches des Beaux-Arts et les états-généraux du cinéma. Tout un courant progressiste dans les milieux artistiques qui voulait que l'art serve les luttes du peuple, de nombreuses tentatives, certaines très positives, d'autres plus maladroites ont montré depuis la persistance de ce courant.

Mais il n'y a pas que la conception de l'art qui fut remise en cause : l'« Ordre des architectes », l'« Ordre des médecins » eux-mêmes furent sérieusement ébranlés. Et quand, aujourd'hui, des médecins progressistes luttent aux côtés des travailleurs contre les contrôles patronaux des arrêts-maladie (Sécurité ou autres), ne s'agit-il pas du renforcement des liens qui s'établirent il y a dix ans ? N'est-ce pas la suite des questions qui germèrent dans les assemblées générales de la faculté de médecine ?

Au sein même de l'appareil d'Etat, certaines fissures apparues en mai se sont élargies depuis. C'est en juin 1968 que le Syndicat de la Magistrature vit le jour. Ceux que la presse qualifia de « juges rouges » introduisirent plus d'un grain de sable dans une machine judiciaire destinée à écraser le peuple au profit des forces d'exploitation. Ici, chacun se souvient du tollé que souleva, dans la bourgeoisie, l'incarcération de patrons, responsables d'accidents mortels du travail.

Voilà brièvement rappelés les liens qui existent entre le mouvement populaire que nous connaissons aujourd'hui et le Printemps révolutionnaire de Mai 1968.

Ce mouvement populaire s'est, par ailleurs, enrichi de nombreux fronts de lutte comme celui de l'écologie, du droit des minorités nationales, et bien plus qu'avant, il est marqué par la lutte pour l'émancipation des femmes. Pourtant, aujourd'hui, comme il y a dix ans, pour qu'il s'affermisse et devienne victorieux, il a besoin d'une direction ferme de la classe ouvrière, de son idéologie et de son parti.

A suivre

NOISY-LE-GRAND GREVE DES LOYERS DANS UNE CITÉ HLM

Deux cents locataires de la cité HLM des « Hauts Bâtons », à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) font, depuis trois mois, la grève des loyers.

Le conflit qui les oppose à la société propriétaire « HLM Emmaus » a essentiellement pour origine, précisent-ils, des malfaçons constatées dans la construction ainsi que le taux élevé des factures d'électricité qui atteint 500 F par mois pour un appartement de type « F 4 ».

Les deux cents locataires grévistes - le quart des résidents - se sont constitués en une « Amicale des locataires », à laquelle ils versent depuis trois mois leur loyer sur un compte bloqué.

AVEC LES OUVRIERS DES TANNERIES

Sept cents personnes ont manifesté jeudi en fin d'après-midi au Puy (Haute-Loire) en signe de solidarité avec les 562 salariés licenciés (dont 392 au Puy) des Tanneries françaises réunies.

Les manifestants ont défilé dans les rues de la ville. Par ailleurs, le conseil municipal de Bort-les-Orgues a fait part de son intention de démissionner si une solution n'est pas trouvée avant le 16 juin pour assurer le maintien de l'emploi aux Tanneries de Bort-les-Orgues (Corrèze).

UN GARDE DES SCEAUX HILARANT

Monsieur Peyrefitte, académicien et Garde des Sceaux, a beau être un sommet de culture fort satisfait de sa personne, il est un genre qui manquait à son registre : le comique ! Rassurez-vous, cette lacune est comblée. Jeudi, au Parlement, il a réussi là où Giscard, jusque là, a échoué ; il a su réaliser l'unanimité du Parlement. C'est devant un hémicycle tout entier secoué par le fou rire (y compris sur les bancs du gouvernement) qu'il a formulé les questions clés, posées par l'évasion de Mesrine et Besse. Des questions dignes du plus fin limier : « Est-il normal que Besse ait disposé d'une bombe lacrymogène ? Est-il normal que cinq revolvers et une fusée de détresse aient été dissimulés dans le parloir ? » etc.

... La séance du Parlement n'a pas été télévisée !

LES TROUBLES D'IRAN

Le « Bazar » de Téhéran a rouvert ses échoppes jeudi matin, au lendemain de la proclamation du gouvernement annonçant qu'il ne tolérerait plus « les désordres et la subversion ». Mais le climat reste tendu dans les universités et aux abords des mosquées, et les premières relations détaillées des émeutes de mardi dans vingt-quatre villes du pays indiquent les difficultés croissantes que rencontre le pouvoir fasciste du Shah.

Il a fallu, en effet, plus de dix heures, mardi, aux brigades anti-émeutes, appuyées par l'armée et des hélicoptères, pour ramener un semblant de calme dans la ville de Kom (à 140 km au sud de Téhéran), au soir d'une journée d'insurrection qui a fait officiellement neuf morts, douze selon d'autres sources.

Le bilan officiel pour la journée de mardi dans tout le pays s'établit actuellement à treize morts. Le nombre des blessés est indéterminé.

Brandissant, selon la presse, des drapeaux rouges au sortir des mosquées, les manifestants de Kom ont incendié 300 voitures, un hôtel et trois banques, attaqué un commissariat de police, coupé le courant électrique et empêché un train de partir. Les manifestations qui se poursuivaient, mercredi et jeudi, notamment à Kom, ont encore gagné en ampleur et fait de nouveaux morts.

Samedi 13 mai à 20 h

8, villa du parc Montsouris
Paris 14e

Soirée organisée par l'AEOM

en hommage aux luttes des 19 mai 1929

et 13 mai 1972 des travailleurs malgaches

Au programme : intervention du bureau central
de l'AEOM, diapos et chants.

MERCREDI 17 MAI A 19 h 30
44, rue de Rennes - Paris

L'Union des étudiants érythréens organise
un meeting sur la situation en Erythrée avec la participation
d'un membre du Comité central du FPLE.
Projection de films - débat

● Tahiti

Les indépendantistes risquent la peine de mort

(Suite de la page 1)

Car ce procès est, en fait, un nouveau procès du colonialisme français ! La bourgeoisie impérialiste française va tenter d'en faire un exemple pour briser les luttes d'indépendance en Polynésie. Elle a ses raisons d'avoir peur. Déjà, le 14 janvier dernier, une soixantaine de détenus de la prison de Nuutania se sont emparés de celle-ci aux cris de « Vive l'indépendance ! », « Non aux expériences nucléaires ! », « Français, rentrez chez vous ! ». L'un des prisonniers, Nader Masters, tombe sous les balles des forces de l'ordre françaises. Depuis la répression ne cesse de s'intensifier contre tous les patriotes polynésiens qui appellent leur peuple à secouer ses chaînes : l'effort budgétaire 1978 pour la Polynésie porte es-

sentiellement sur le renforcement de l'armée française d'occupation. Plusieurs dizaines de cars de CRS supplémentaires ont débarqué récemment à Tahiti.

Les Polynésiens ne cessent de protester contre la suppression de leur identité nationale, contre les expériences nucléaires qui se multiplient sur leur sol au mépris de la santé des habitants de l'archipel. Ce procès politique qui commence est le troisième en vingt ans qui vise à museler toutes les voix qui s'élèvent pour réclamer l'indépendance et dénoncer les crimes du colonialisme français dans cette région. Dans le contexte international actuel, dominé par les préparatifs de guerre de l'URSS et sa rivalité avec l'impérialisme US, la force de frappe

française est sans doute utile au prolétariat et au peuple français. Mais elle ne doit pas se réaliser sur le dos des peuples colonisés. Au gouvernement français de réaliser les expériences nucléaires sur son propre sol ! Ne dispose-t-il d'ailleurs pas déjà de la possibilité technique de réaliser ces expériences de façon souterraine ? Mais il trouve toujours plus commode et moins onéreux d'aller les réaliser sur le sol et dans l'atmosphère des territoires qu'il colonise alors que vingt-cinq Polynésiens sont actuellement soignés pour cancer dû aux explosions en Nouvelle Zélande.

Un « Comité pour l'information et la popularisation des luttes polynésiennes » vient de se constituer à Paris. La pétition de pro-

testation qu'il fait circuler se termine par ces mots :

« Le silence, la distance permettent tout. Une bombe qui explose tous les trois mois, des cancers qui se déclarent à tout moment, des indépendantistes qui risquent la peine de mort, un peuple qui meurt d'une mort culturelle lente mais intense. Tout cela, il faut le savoir et le dire. Sinon, dans quelques décennies, l'Occident pourra s'étonner, du fait de son ignorance, que le peuple polynésien ait existé, il y a de cela très long-temps... »

Soutenons les sept indépendantistes polynésiens jugés pour avoir dit : « Faava ite faa taeroia matou » (Cessez de nous empoisonner ! Allez-vous en !)

La visite du vice-premier ministre chinois

Resserrement des liens entre la Chine et la France

La visite accomplie en France par M. Ku Mu, Vice-Premier ministre de la République populaire de Chine, aura duré neuf jours. Durant ce temps, le gouvernement français s'est attaché à présenter à la délégation économique de haut niveau qui l'accompagnait les réalisations de pointe de la technologie française : les transports en commun, le port de Marseille, la sidérurgie de Fos-sur-Mer, la centrale électro-nucléaire du Bugey, l'usine de poids lourds Berliet et l'usine marée motrice de la Rance.

A l'issue de sa réception par le président de la République, le Vice-Premier ministre chinois a déclaré que « selon ses capacités de paiement, la Chine souhaiterait développer la coopération avec les pays amis sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel ». Il a également confirmé la prochaine visite en France du président Houa Kouo-feng.

Outre les relations économiques et commerciales, les relations culturelles franco-chinoises vont également se développer et se diversifier. Une mission chinoise vient récemment de se rendre en France pour s'informer sur les techniques de pointe dans le domaine audio-visuel. La Chine touche, en effet, douze millions de personnes par l'enseignement télévisé sur une population scolaire de deux-cents millions. Aux trois programmes existants : anglais, mathématiques, électronique, s'ajoutera désormais le français.

Giscard en Bretagne

Ira, ira pas ?

Giscard hésite, il ne sait pas encore bien s'il ira passer ou non son week-end en Bretagne. La préfecture du Finistère est sur les dents pour organiser sa visite mais des bruits de mécontentement et de manifestations possibles ont pénétré jusque dans les salons de l'Élysée.

Alors Giscard ne sait toujours pas s'il rendra visite qu'il leur avait annoncée aux petits enfants de Portsall, le village sinistré par la marée noire.

Car la colère couve toujours en Bretagne. Elle a explosé une nouvelle fois, ces jours-ci, quand les marins-pêcheurs sortis en mer pour la première fois depuis la catastrophe ont découvert que du pétrole s'échappait toujours des flancs de

l'Amoco Cadiz.

La poudre a parlé hier matin : un engin explosif a ravagé les bureaux du troisième étage de la préfecture de région à Rennes.

Les paysans bretons qui manifestaient tous ces jours-ci pour défendre leurs revenus sont tous prêts à redescendre dans la rue si le cortège présidentiel ose s'y hasarder.

Outre les producteurs de porc, ceux de lait, de viande bovine ou de légumes ont, en effet, bien des sujets de mécontentement face à la politique d'austérité du gouvernement.

Les services de sécurité de Giscard ne débordent donc pas d'enthousiasme à l'idée de cette promenade qui risque d'être plus sportive que souhaité. Ils étudient fébrilement une solution de rechange comportant une simple escale à l'île d'Ouessant. Mais des comités de pêcheurs et de lutte contre la marée noire ont décidé d'envoyer des émissaires à Ouessant si ce projet se réalisait.

Alors Giscard hésite toujours et son incertitude risque fort de durer jusqu'à ce que le week-end soit terminé.

L'ASSOCIATION DES STAGIAIRES
ET ÉTUDIANTS COMORIENS
organise une réunion

VENDREDI 12 mai à 19 h 30
R.U. de Nanterre, salle 3, Batiment E.

pour discuter de l'organisation du quatrième tournoi
de l'amitié entre les peuples, dédié au président
Mao Tsé-toung.